



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMITÉ DES FORÊTS

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Rome (Italie), 23-27 juin 2014

Le défi Zéro déboisement illicite

I. OBJET

1. Entre 2000 et 2010, la superficie des forêts du monde a diminué en moyenne de 5,3 millions d'hectares par an (soit à peu près à la superficie du Costa Rica). Ces estimations sont certes inférieures à celles de la décennie précédente (8,3 millions d'hectares par an) mais la forêt disparaît toujours à un rythme alarmant à l'échelle mondiale. Les rythmes du déboisement restent particulièrement rapides dans certains pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. Les terres forestières continuent d'être affectées à d'autres utilisations, souvent de manière illicite et non réglementée.

2. Du fait du changement climatique, il devient encore plus urgent d'enrayer le déboisement illicite: compte tenu de la nécessité de réduire les émissions de carbone et de renforcer les réservoirs de carbone, le couvert forestier mondial actuel – qui, selon les estimations, occupe 31 pour cent de la superficie mondiale des terres émergées (FAO 2010) – devrait être au moins conservé et, autant que possible, étendu.

3. Mettre fin au déboisement illicite contribuerait notablement à la réalisation d'initiatives, d'objectifs et de cibles d'importance mondiale, avant tout le premier objectif d'ensemble du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF): «Mettre fin à la réduction du couvert forestier dans le monde en pratiquant une gestion forestière durable, notamment grâce à la protection des forêts, à leur régénération, au boisement et au reboisement, et à des efforts accrus en vue de prévenir la dégradation des forêts». Fixer un objectif Zéro déboisement illicite contribuerait aussi à relever le «Défi de Bonn», à savoir la remise en état de 150 millions d'hectares de forêts et de terres dégradées d'ici à 2020. Deux des objectifs d'Aichi (pour 2020) de la Convention sur la diversité biologique (CDB) sont étroitement liés aux forêts: l'objectif 5, sur la réduction sensible de la perte, de la dégradation et de la fragmentation de tous les habitats naturels, y compris les forêts, et l'objectif 7, sur la durabilité de l'agriculture, de l'aquaculture et de la sylviculture, afin d'assurer la conservation de la diversité biologique. L'Alliance en faveur des forêts tropicales a aussi fixé un objectif pour faire en sorte que, d'ici à 2020 et dans le cadre de partenariats public-privé, il y ait des filières de produits comme le soja, la viande bovine, l'huile de palme ou les fibres qui ne contribuent pas au déboisement.

4. Les efforts consentis par les pays pour mettre fin au déboisement illicite auront une forte incidence sur la gestion durable des ressources naturelles et sur la réalisation des trois objectifs mondiaux de la FAO, ainsi que sur le Plan à moyen terme 2014-2017 et sur le Programme de travail et budget de l'Organisation, en particulier en ce qui concerne l'objectif stratégique 2 (*Rendre*

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

l'agriculture, la foresterie et la pêche plus productives et plus durables) et l'objectif stratégique 5 (*Améliorer la résilience des moyens d'existence face aux catastrophes*).

II. LES ENJEUX

5. Pour lutter contre le déboisement illicite, il faudra relever plusieurs défis importants:

Moteurs du déboisement - Les principaux moteurs du déboisement sont l'expansion de la frontière agricole, l'urbanisation et la production d'énergie. Les forêts sont en concurrence avec d'autres utilisations des terres et souvent, l'option «forêts» n'est pas retenue car elle apparaît moins rentable à court terme. Peu de pays mettent en place et en œuvre une planification systématique de l'utilisation des terres qui permette de trouver un équilibre entre les aspects environnementaux, économiques et sociaux.

Dégradation - Les écosystèmes forestiers continuent d'être dégradés à cause de la surexploitation des ressources (principalement la collecte non réglementée de bois de chauffe, la fabrication de charbon de bois et l'exploitation forestière non durable), de l'agriculture sur brûlis, des incendies et d'autres menaces. Les terres forestières dégradées sont particulièrement sujettes à une conversion illicite à d'autres utilisations, ce qui compromet gravement les moyens d'existence de plus d'un milliard de personnes qui sont tributaires des forêts. Dans les zones arides et dans plusieurs autres écosystèmes vulnérables, la dégradation des forêts aboutit aussi souvent à la désertification.

Gouvernance insuffisante - La faiblesse des politiques et des cadres juridiques et institutionnels, notamment en ce qui concerne le régime foncier et l'utilisation des terres, accentue les dysfonctionnements causés par le recul et la dégradation des forêts. Les politiques sectorielles manquent en outre souvent de cohérence et peuvent même avoir des effets contradictoires. Certaines politiques en matière d'agriculture et d'élevage risquent en fait de favoriser le déboisement.

Accroissement de la demande de denrées alimentaires - Comme il est indiqué dans le Rapport de la FAO sur *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013*, nourrir la population mondiale est l'un des défis les plus urgents que l'humanité doit relever au XXI^e siècle. La population mondiale devrait augmenter d'un tiers d'ici à 2050, ce qui signifie qu'il faudra d'ici là accroître de 60 pour cent la production agricole, en particulier dans les pays en développement et dans un contexte de changement climatique. Il est à craindre que cette augmentation soit obtenue au détriment des forêts car de plus en plus de terres sont affectées à l'agriculture. Si cette conversion se fait de manière non planifiée et illicite, de nombreuses menaces peuvent peser sur la production vivrière durable. La Conférence internationale sur les forêts au service de la sécurité alimentaire, tenue à la FAO en mai 2013, a mis en lumière le rôle important, et encore insuffisamment reconnu, que les forêts, les arbres dans les exploitations et les systèmes agroforestiers jouaient dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en particulier pour les populations rurales des pays en développement.

Demande de produits et de services forestiers - La croissance démographique est à l'origine d'une progression de la demande de produits forestiers dans le monde entier et il sera difficile de la satisfaire si les forêts reculent. De plus, les produits et services forestiers sont indispensables si l'on veut bâtir un avenir plus durable. Le bois est une ressource renouvelable et un produit respectueux de l'environnement; les forêts offrent d'importants services écosystémiques, dont profite notamment l'agriculture. Il est crucial d'en finir avec le déboisement illicite, de mettre un terme à la dégradation des forêts et de renforcer la gestion durable de celles-ci afin de promouvoir une économie plus verte et le développement durable, dans l'esprit du programme de développement pour l'après-2015.

III. ENRAYER LE DÉBOISEMENT ILLICITE

6. Étant donné que le déboisement est souvent déclenché par des projets menés dans d'autres secteurs, en particulier l'agriculture et l'élevage, l'objectif consistant à mettre un terme au déboisement illicite et à la dégradation des forêts devrait viser une plus grande collaboration intersectorielle permettant de mieux harmoniser les politiques relatives à l'utilisation des terres et l'utilisation durable des ressources naturelles. Il devrait déboucher sur une meilleure compréhension au niveau national de la nécessité de protéger et de gérer de manière durable les ressources naturelles, y compris les forêts et

la faune et la flore sauvages, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence en milieu rural.

7. Malgré la persistance des problèmes de déboisement dans de nombreuses régions du monde, on observe des progrès très encourageants en matière de régénération des forêts dans un certain nombre de pays. Entre 2005 et 2010, des plantations ont été menées avec succès sur une superficie de 5 millions d'hectares et la forêt a gagné près de 3 millions d'hectares par expansion naturelle. Ces chiffres compensent environ 60 pour cent des terres déboisées à l'échelle mondiale au cours de la même période. Les meilleurs résultats ont été obtenus dans la région Asie et dans certains pays du Proche-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine.

8. Le déboisement illicite et la dégradation des forêts sont étroitement liés à l'insécurité des statuts d'occupation des terres et des ressources naturelles. La mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire est par conséquent fondamentale pour la réalisation de l'objectif Zéro déboisement illicite.

9. Il est vrai que les problèmes de gouvernance dépassent souvent le secteur des forêts mais y faire reculer les pratiques illégales aura des effets positifs sur les ressources forestières. De nombreux pays ont lancé des initiatives visant à améliorer la gouvernance forestière, que ce soit par la mise en œuvre du Plan d'action de l'Union européenne relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux ou d'initiatives analogues, qui peuvent être complétées par des instruments commerciaux à caractère volontaire comme les certifications.

10. La valorisation des ressources forestières, qui a pour effet de rendre les terres forestières plus compétitives par rapport à d'autres utilisations des terres, contribue aussi à arrêter le déboisement illicite, en particulier dans les situations où les propriétaires vivent de leurs terres. Des pays comme le Costa Rica ont mis en place des programmes de rémunération des services rendus par les écosystèmes forestiers et ont démontré que l'on pouvait inverser la tendance au déboisement. L'engagement politique en faveur de la régénération des forêts a de même permis d'inverser la tendance en Chine ou au Viet Nam, où les importants massifs forestiers voient leur superficie augmenter.

11. On peut enrayer le déboisement illicite et inverser la tendance à la perte de couvert forestier, ce en quoi certains pays ont fait des progrès remarquables. Ces expériences couronnées de succès à l'échelle nationale doivent être davantage systématisées et partagées avec les pays qui ont encore des problèmes de déboisement.

12. Mettre un terme au déboisement illicite nécessitera un engagement politique fort de la part des pays et de la communauté internationale. À cette fin, on pourrait s'inspirer du défi «Faim zéro», qui a été lancé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a permis de créer une dynamique politique grâce à des activités de sensibilisation. Compte tenu des liens entre les deux défis que sont éliminer la faim d'une part et enrayer le déboisement illicite d'autre part, la FAO est a priori bien placée, en tant qu'organisation intergouvernementale, pour apporter un appui aux pays en faveur de cette cause.

IV. POINTS À EXAMINER

13. Le Comité souhaitera peut-être inviter les pays à:

- s'employer à mettre fin au déboisement illicite, en appelant l'attention sur la nécessité de protéger, de conserver, de régénérer et de gérer de manière durable les ressources forestières mondiales;
- redoubler d'efforts pour réduire le déboisement et la dégradation forestière et à investir dans le boisement, le reboisement et la régénération des forêts;
- élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des programmes à l'appui du déboisement illicite zéro;
- mener des campagnes de sensibilisation aux niveaux national et international en faveur du déboisement illicite zéro.

14. Le Comité souhaitera peut-être demander à la FAO:

- d'aider les pays, dans le contexte des Cadre stratégique, Plan à moyen terme et Programme de travail et budget de l'Organisation, à renforcer les efforts consentis en vue d'assurer une gestion durable des ressources naturelles, y compris en vue de mettre fin au déboisement illicite;
- d'appuyer les efforts consentis par les pays en vue de renforcer les capacités de contrôle et d'évaluation autonomes des ressources forestières, y compris les causes du déboisement et de la dégradation des forêts, ainsi que des mécanismes généraux de changement d'utilisation des terres, afin de contribuer à la formulation et à la planification de politiques.

15. Le Comité souhaitera peut-être inviter les organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) à améliorer leur collaboration dans ce domaine.